



# Conseil de sécurité

Soixante-neuvième année

**7149<sup>e</sup>** séance

Jeudi 27 mars 2014, à 15 heures

New York

*Provisoire*

---

<i>Président :</i>	M <sup>me</sup> Lucas . . . . .	(Luxembourg)
<i>Membres :</i>	Argentine . . . . .	M. Oyarzábal
	Australie . . . . .	M. Quinlan
	Chili . . . . .	M. Errázuriz
	Chine . . . . .	M. Wang Min
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Power
	Fédération de Russie . . . . .	M. Iliichev
	France . . . . .	M. Lamék
	Jordanie . . . . .	M. Hmoud
	Lituanie . . . . .	M <sup>me</sup> Kazragienė
	Nigéria . . . . .	M. Laro
	République de Corée . . . . .	M <sup>me</sup> Paik Ji-ah
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Tatham
	Rwanda . . . . .	M. Nduhungirehe
	Tchad . . . . .	M. Cherif

## Ordre du jour

### La situation concernant l'Iraq

Deuxième rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 2110 (2013) (S/2014/190)

Deuxième rapport établi par le Secrétaire général en application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) (S/2014/191)

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506.



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation concernant l'Iraq**

**Deuxième rapport du Secrétaire général  
présenté en application du paragraphe 6 de la  
résolution 2110 (2013) (S/2014/190)**

**Deuxième rapport établi par le Secrétaire  
général en application du paragraphe 4 de la  
résolution 2107 (2013) du Conseil de sécurité  
(S/2014/191)**

**La Présidente :** Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Iraq à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Nickolay Mladenov, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2014/190, qui contient le deuxième rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 2110 (2013). Je tiens également à appeler l'attention des membres du Conseil sur le document S/2014/191, qui contient le deuxième rapport établi par le Secrétaire général en application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole à M. Mladenov.

**M. Mladenov (parle en anglais) :** J'ai l'honneur de présenter aujourd'hui au Conseil deux rapports du Secrétaire général. Le premier est établi en application du paragraphe 6 de la résolution 2110 (2013) (S/2014/190) sur les activités de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), et le second en application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) (S/2014/191).

Lors de mon dernier exposé (voir S/PV.7068), j'avais souligné le fait que l'avenir de l'Iraq ne pouvait pas être considéré isolément de l'ensemble des défis auxquels la région est confrontée. Alors que les divisions continuent d'affliger la politique iraquienne, le conflit en cours en Syrie a ajouté une dimension régionale aux tensions communautaires et donne aux réseaux

terroristes l'occasion de forger des liens de l'autre côté de la frontière et d'élargir leur base d'appui. La situation est encore aggravée par les questions constitutionnelles non réglées qui font constamment resurgir les tensions qui existent entre les communautés d'Iraq. C'est pourquoi la situation est tout à la fois fragile et explosive.

Aujourd'hui plus que jamais auparavant, les dirigeants politiques, civiques et religieux d'Iraq ont la responsabilité et le devoir de promouvoir l'unité nationale afin d'impliquer l'ensemble des Iraquiens dans l'édification d'un avenir démocratique pour leur pays.

Ceux qui participent à cet effort devront non seulement braver les menaces d'une montée de la violence due aux activités terroristes, mais aussi reconnaître la nécessité de faire des compromis sur les questions urgentes ayant trait au budget national et au partage des recettes.

C'est dans le gouvernorat d'Anbar, d'où émane la menace la plus grave pour la sécurité du pays, que le besoin d'unité se fait le plus sentir actuellement. Cette menace commence à nuire à d'autres parties du pays. La sécurité du pays est mise à mal par des groupes terroristes bien armés et bien entraînés disposant de ressources financières importantes. Leur objectif est clair : imposer leur main-mise permanente hors de tout contrôle des autorités et consolider leur base pour étendre leurs activités. Ils exploitent les divisions et les faiblesses de la société iraquienne et veulent à terme rendre le pays ingouvernable.

Au cours des dernières semaines, la Gouvernement a repris le contrôle de la ville de Ramadi, capitale du gouvernorat d'Anbar. Bien que des poches de combat isolées subsistent, les autorités locales et les forces de sécurité doivent s'acquitter de la tâche difficile consistant à évacuer les bâtiments et à sécuriser les routes qui ont été piégées par les terroristes avec des explosifs sophistiqués. Ces pièges ont considérablement ralenti le retour des familles qui souhaitent réintégrer leurs foyers.

La situation dans la ville de Fallouja, qui reste sous le contrôle de l'État islamique d'Iraq et du Levant et d'autres groupes armés, demeure une source de préoccupation. La ville est encerclée par les forces de sécurité iraquiennes. L'on signale des victimes civiles et des bombardements sporadiques dans certains quartiers. À au moins une occasion, des obus ont même frappé l'hôpital général. Beaucoup de personnes ont pris la fuite. Cependant, un grand nombre de résidents

restent piégés à l'intérieur de la ville, n'ayant nulle part où aller et disposant d'un accès limité, lorsqu'ils en ont un, aux vivres et aux services de base.

Depuis le début de la crise, je demande au Gouvernement iraquien de faire preuve de retenue en termes d'action militaire ou paramilitaire, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des civils et de leurs biens. Je me félicite des assurances données par le Premier Ministre iraquien que les forces de sécurité iraquiennes ne pénétreront pas dans la ville et que le Gouvernement vise une solution politique permettant aux autorités légitimes de revenir à Fallouja. L'ONU suit également de près tous les efforts déployés pour négocier une solution pacifique.

Depuis le début de la crise, j'ai également participé à des réunions intensives avec les dirigeants de l'ensemble de l'échiquier politique iraquien. J'ai à chaque fois souligné que, si l'ONU entend aider l'Iraq à lutter contre le terrorisme, les problèmes auxquels sont confrontés les Iraquiens ne pourront pas être résolus en l'absence de dialogue et de concessions.

Bien que des mesures de sécurité s'imposent pour lutter contre la menace des groupes armés et des terroristes, un ensemble de stratégies s'avérera nécessaire pour s'attaquer avec succès aux conditions qui rendent possibles ces activités terroristes. La protection et la promotion des droits de l'homme, l'égalité devant la loi et l'intégration de tous ceux qui se sentent marginalisés se révéleront essentielles à toute future solution politique. La teneur de ces messages a été renforcée par la visite opportune du Secrétaire général au mois de janvier, au cours de laquelle il a souligné la nécessité de l'unité et d'une stratégie globale face au problème de la violence en Iraq.

Le Gouvernement iraquien a en outre tenté de résoudre la crise au moyen d'un plan en 14 points visant à rétablir la stabilité et la sécurité dans la province d'Anbar. Le plan a mis en branle un processus visant à renforcer la confiance entre les acteurs fédéraux, provinciaux et locaux, et à mettre en place une coopération stratégique sur le terrain. Il prévoit une cessation des hostilités assortie d'échéances ainsi qu'une période d'amnistie pour les insurgés qui ne sont pas affiliés aux groupes terroristes. Un autre élément clef est le renforcement des ressources policières provinciales avec le recrutement d'environ 10 000 membres de tribus locales. Le Gouvernement a en outre décidé d'affecter des fonds supplémentaires à l'indemnisation des familles et des collectivités qui ont été les plus touchées

par les combats et à l'appui de projets de développement dans la province.

Moins d'un mois après l'adoption du plan, 5 000 membres des tribus de la province d'Anbar ainsi que 7 000 résidents locaux supplémentaires ont déjà été recrutés, et 1 940 familles déplacées ont reçu des indemnités. Toutefois, la cessation des hostilités a été de courte durée, mettant en lumière la nature de la menace qui pèse sur l'Iraq et ses voisins.

Il n'y a guère de signes prometteurs en ce qui concerne un règlement rapide de la crise. L'ONU continue de suivre de près tous les efforts visant à trouver une solution pacifique. Tous nos interlocuteurs à Bagdad et à Erbil ont exprimé leur soutien à l'ONU, qu'ils considèrent comme un partenaire impartial et digne de confiance.

Dans une situation aussi instable, la principale préoccupation de l'ONU est de fournir une assistance vitale aux personnes déplacées en raison des combats. Trois mois de combats ont entraîné le déplacement de plus de 66 000 familles, ce qui représente un peu plus de 400 000 personnes. Beaucoup restent prises au piège dans les zones de conflit ouvert. L'intensité et la nature des combats limitent nettement l'accès de l'ONU et des autres acteurs humanitaires aux personnes touchées.

En dépit de circonstances difficiles, l'ONU achemine l'aide là où elle le peut, et s'est récemment rendue dans des zones jusque là inaccessibles. Je tiens à souligner les efforts du Gouvernement iraquien, des autorités provinciales, des forces de sécurité iraquiennes, ainsi que de nos partenaires locaux et du personnel national pour faire en sorte que cela soit possible. Malheureusement, compte tenu de l'ampleur des stocks tirés de nos réserves en Iraq, nos propres ressources et celles de nos partenaires diminuent rapidement.

Il faut dire les choses clairement : en l'absence de fonds supplémentaires, l'ONU sera très prochainement dans l'impossibilité de continuer à fournir de l'aide humanitaire à ceux qui fuient les combats dans la province d'Anbar. Je sais qu'un certain nombre de gouvernements ont indiqué qu'ils étaient disposés à envisager un cofinancement, à la condition que le Gouvernement iraquien contribue au plan d'intervention stratégique de 103,7 millions de dollars que nous avons présenté et lancé au mois de mars. Compte tenu des impérieux besoins humanitaires, des capacités de l'ONU et de ses partenaires et du caractère impartial de l'assistance fournie par le canal de l'Organisation,

j'invite le Gouvernement iraquien et la communauté internationale à financer de toute urgence le plan d'intervention stratégique.

La crise dans la province d'Anbar constitue un défi des plus sérieux aux efforts déployés par le Gouvernement iraquien pour maintenir la stabilité et la sécurité précisément nécessaires à l'édification d'un État démocratique. Depuis le début de la crise, à la fin du mois de décembre 2013, le Conseil des représentants a, par exemple, subi le boycott de trois de ses plus grands blocs. Cela s'est traduit par l'incapacité du Conseil de disposer d'un quorum suffisant pour la majorité de ses séances. L'ensemble du processus législatif s'en est également trouvé interrompu pendant cette période critique.

L'adoption de la loi sur le budget fédéral est apparue comme un défi de taille. Elle a été entravée par les négociations en suspens entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement régional du Kurdistan sur les droits de l'exportation du pétrole et le partage des recettes provenant des produits pétroliers. La situation s'est envenimée lorsque le virement budgétaire au Gouvernement régional du Kurdistan a été suspendu en février.

Pour régler le différend budgétaire, le Gouvernement fédéral et le Gouvernement régional se sont entretenus l'un avec l'autre par le biais d'un échange de visites officielles et techniques, car de nouveaux retards dans la loi de finances pourraient sérieusement limiter très bientôt les dépenses du Gouvernement fédéral, y compris en matière de prestation de services. J'ai offert mes bons offices pour faciliter le dialogue afin de parvenir à un accord solide et transparent sur la répartition équitable des fonds budgétaires provenant, pour partie, des exportations de pétrole et de gaz.

Je tiens à saluer le rôle crucial et constructif joué par les États-Unis afin de faciliter un accord provisoire permettant désormais la poursuite des négociations, dont l'objectif est l'adoption du budget de 2014, avec l'approbation de toutes les composantes de la société iraquienne.

En vertu de cette entente provisoire, je me félicite également de la décision prise par le Gouvernement régional du Kurdistan de commencer par l'exportation de 100 000 barils de pétrole par jour à travers le réseau iraquien d'oléoducs jusqu'à la Turquie, et ce sans conditions préalables. À partir de cette première étape, les experts du Gouvernement iraquien et du

Gouvernement régional kurde devraient se réunir prochainement afin d'évaluer les futurs objectifs d'exportation mois par mois, en fonction des capacités techniques et conformément avec la Constitution iraquienne.

Tant le Gouvernement iraquien que le Gouvernement régional du Kurdistan ont pris des mesures qui doivent permettre de réaliser des progrès sur toutes les questions en suspens relatives à la gestion du secteur des hydrocarbures et au partage des recettes, comme l'exige la Constitution. Je saisis cette occasion pour exhorter une fois encore toutes les parties à travailler dans un esprit de compromis dans le but de résoudre rapidement tous les problèmes liés à l'adoption de la loi relative au budget fédéral pour 2014. La MANUI est prête à apporter son aide à ce processus.

Dans un peu plus d'un mois, le 30 avril, il est prévu que les Iraquiens se rendent aux urnes pour choisir leurs représentants nationaux. Ce sera la troisième élection nationale iraquienne en vertu de la Constitution de 2005, et il se pourrait que ce soit le scrutin le plus disputé à ce jour. Le même jour, les électeurs de la région du Kurdistan choisiront également leurs représentants au conseil de la province.

Je me réjouis de pouvoir annoncer que les préparatifs techniques sont en bonne voie, avec notamment la distribution d'environ 75 % des nouvelles cartes d'électeur électroniques. En outre, les dispositifs de sécurité sont mis en place pour les élections. Ces préparatifs concernent les zones du gouvernorat d'Anbar qui sont accessibles à la Haute Commission électorale indépendante et ses représentants.

La MANUI continue de fournir des conseils techniques à la Commission.

En outre, nous avons déployé au sein de la Commission un fonctionnaire chargé de veiller à ce que les électeurs puissent se rendre aux bureaux de vote dans des conditions aussi sûres que possible. La MANUI collabore également avec la Haute Commission électorale indépendante afin de garantir que les résidents déplacés d'Anbar puissent participer aux élections.

Cependant, des informations préoccupantes nous sont parvenues en ce qui concerne les conditions de sécurité dans certaines parties des provinces de Diyala et Bagdad, où, selon certaines sources, des milices ou des groupes armés auraient pris pour cible et intimidé les populations locales. Je prie le Gouvernement iraquien de rétablir la sécurité dans ces provinces et d'ouvrir une

enquête sur ces allégations. Toutes les communautés doivent pouvoir participer librement aux prochaines élections. En fait, il faut les encourager à y participer. À proprement parler, nous sommes certains, du point de vue technique, que les deux élections peuvent se tenir aux dates prévues. La Haute Commission est également en train d'organiser un scrutin à grande échelle à l'étranger, qui aura lieu dans 19 pays et qui permettra aux Iraquiens résidant à l'étranger de s'inscrire sur les listes électorales et de voter aux élections générales.

Ces derniers jours, une polémique a été suscitée par la décision prise par le Groupe judiciaire électoral d'empêcher certains candidats de se présenter aux élections. Dernièrement, des commissaires de la Haute Commission ont présenté leur démission, car ils auraient été soumis à des pressions politiques dans le cadre de leur travail. Je réitère mon plein appui à l'indépendance et à l'intégrité de la Haute Commission électorale indépendante. L'indépendance de la Commission est garantie par la Constitution, et je prie toutes les entités politiques de protéger son intégrité.

La Commission a montré un haut niveau de professionnalisme. Elle est dotée des capacités techniques nécessaires pour organiser les prochaines élections, et il n'y a aucune raison de les reporter. Je salue les efforts qu'elle déploie pour mettre en place les procédures nécessaires afin de garantir la participation et la représentation des femmes dans le processus électoral, et je l'exhorte à poursuivre dans cette voie. Il importe de répondre à toutes les préoccupations dans le respect de la Constitution et de la procédure légale. Le peuple iraquien ne doit pas être empêché de voter et de choisir ses représentants le 30 avril. Tout report pour raisons politiques ou autres créerait un précédent dangereux pour le pays.

L'organisation d'élections transparentes et crédibles est un des piliers de la démocratie. Je saisis cette occasion pour encourager le peuple iraquien à voter et à faire un choix avisé sur la base de programmes politiques solides qui promeuvent une société harmonieuse et unie représentant toutes les religions et toutes les appartenances ethniques. Je prie les partis politiques d'axer leurs programmes sur l'avenir, et non sur le passé. Le peuple iraquien mérite de pouvoir choisir librement l'avenir auquel il aspire.

À cette occasion, je prie également les dirigeants politiques de la région du Kurdistan de travailler de concert et d'achever la formation du Gouvernement

régional du Kurdistan suite au bon déroulement des élections de septembre 2013.

L'Iraq continue d'appliquer la peine de mort. En 2013, 177 Iraquiens ont été exécutés, et 50 personnes ont déjà été exécutées cette année. Je renouvelle l'appel lancé par le Secrétaire général à l'Iraq afin qu'il envisage d'imposer un moratoire sur toutes les exécutions, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et aux conventions internationales. Ces instruments internationaux ont défini les normes qui s'appliquent à l'utilisation et à l'application de la peine de mort. Ces normes exigent également qu'aucune personne âgée de moins de 18 ans au moment où le crime a été commis ne soit exécutée. Deux hommes qui étaient âgés de moins de 18 ans lorsque les crimes dont ils ont été reconnus coupables ont été commis se trouvent actuellement dans le couloir de la mort en Iraq.

Je vais maintenant aborder la question des résidents du site de transit temporaire du camp Hurriya. À ce jour, 356 résidents du camp ont été réinstallés hors d'Iraq, la majorité d'entre eux ayant été accueillis par l'Albanie et l'Allemagne.

Je me félicite de la nomination de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la réinstallation des résidents, M<sup>me</sup> Jane Hall Lute, qui va permettre d'ouvrir le dialogue avec la communauté internationale en vue de trouver des pays d'accueil. Je salue les mesures prises par les États-Unis, notamment leur décision récente d'accueillir un certain nombre de ces résidents aux États-Unis et de verser un financement de démarrage d'un million de dollars au projet multidonateurs des Nations Unies – le fonds d'affectation spéciale – pour appuyer leur réinstallation et leur intégration dans des pays tiers. Je prie également le Gouvernement iraquien de veiller à ce que tous les accords humanitaires et de sécurité s'appliquent aux résidents du camp Hurriya, conformément au mémorandum d'accord signé.

Sur un tout autre sujet, je tiens à souligner que la Mission continue de rencontrer des difficultés opérationnelles du fait de l'absence d'accord sur le statut de la Mission 10 ans après sa création. Je demande à nouveau au Gouvernement iraquien de faire en sorte que cet accord soit rapidement finalisé et signé afin qu'il puisse entrer en application sans retard.

L'ONU joue un rôle important dans la promotion du dialogue politique et des droits de l'homme en Iraq, mais également dans la mise en œuvre du programme de développement. Je tiens à remercier l'équipe de pays



des Nations Unies et nos partenaires du Gouvernement iraquien d'avoir établi un nouveau plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement de l'Iraq pour la période 2015-2019. Tout en continuant de servir de la base à la fourniture de l'aide au développement, le plan-cadre devra également appuyer les efforts visant à renforcer la cohésion nationale.

La peuple iraquien est las de la guerre et des affrontements. Il veut reconstruire son pays et faire en sorte que sa richesse bénéficie à tous. Il doit construire des milliers d'écoles pour préparer les enfants à l'avenir, et il doit également investir dans un système de santé moderne. Il lui faut créer un pouvoir judiciaire indépendant et une administration publique moderne. Il doit s'appuyer sur une société civile énergique et un secteur privé dynamique. Il aspire à éliminer la corruption et le sectarisme. Personne en Iraq ne s'inscrirait en faux contre le fait que ce sont les défis à long terme que le pays tout entier doit relever pour favoriser le développement social, politique et économique de l'Iraq. Chacun se félicite du rôle que joue l'ONU dans l'appui à la transition cruciale en Iraq.

La population iraquienne compte sur la MANUI pour jouer un rôle de partenaire impartial et attend de l'équipe de pays des Nations Unies qu'elle mobilise l'expérience et les compétences internationales pour l'aider à mener à bien une transition difficile vers la démocratie. Elle compte également sur le Conseil de sécurité pour continuer de nous guider dans l'unité.

Je vais maintenant présenter brièvement le deuxième rapport du Secrétaire général portant sur la question des nationaux du Koweït et d'États tiers portés disparus ainsi que des biens koweïtiens disparus, notamment les archives nationales, en application de la résolution 2107 (2013).

Je me suis rendu au Koweït pour la première fois en ma qualité de Représentant spécial du Secrétaire général les 17 et 18 mars. J'ai eu l'honneur de rencontrer S. A. l'Émir, le Premier Ministre, le Vice-Premier Ministre, le Ministre des affaires étrangères et le Conseiller de l'Émir, ainsi que des représentants du Comité national koweïtien pour les personnes disparues et les prisonniers de guerre. J'ai constaté avec une grande satisfaction que les dirigeants koweïtiens étaient fermement attachés à la stabilité de l'Iraq. L'Émir et d'autres responsables ont clairement affirmé qu'ils n'aspiraient qu'à la paix, la stabilité et la prospérité pour l'Iraq.

Il est donc réconfortant que mon adjoint politique, l'Ambassadeur Gyorgy Busztin, puisse s'acquitter de ses tâches en sa qualité de superviseur de ce mandat dans le contexte très favorable des liens solides qui unissent l'Iraq et le Koweït. Au cours de la période considérée, la MANUI a joué un rôle d'observateur auprès de deux organes interministériels irakiens sur les nationaux et les biens koweïtiens disparus. Nous prenons acte de la sincérité et de la détermination des Irakiens. Cependant, malgré la sincérité de l'Iraq et en dépit du temps et des efforts qu'il continue de consacrer à cette entreprise humanitaire, j'ai le regret de signaler qu'aucun résultat n'a été obtenu en ce qui concerne le problème des personnes disparues.

Le Comité national koweïtien pour les personnes disparues et les prisonniers de guerre est profondément préoccupé par le fait que chaque jour qui passe, la recherche des personnes disparues devient de plus en plus difficile. Ceux qui ont des informations peuvent s'éloigner et devenir inaccessibles. En dépit de l'absence de progrès au cours de la décennie écoulée, les membres du Comité font preuve d'une détermination admirable. J'éprouve le plus profond respect pour le Comité et les familles des personnes disparues. Le Comité s'associe à la MANUI pour s'attaquer à ce problème, notamment la question des Irakiens disparus sur le territoire national, qui est un problème humanitaire.

La perte d'être chers et la douleur transcendent clairement les nationalités. Toute famille dont un membre est porté disparu, qu'elle soit iraquienne ou koweïtienne, peut comprendre la douleur éprouvée par une autre. En me demandant comment ces familles ont pu continuer de vivre sans avoir la moindre information concernant leurs proches, je réalise qu'un espoir intarissable les soutient, même si aucune dépouille n'a été retrouvée depuis 2004.

Je suis convaincu que la MANUI peut apporter son concours à cette entreprise de diverses manières, notamment en adoptant une nouvelle approche locale pour la recherche d'informations, en continuant de braquer les projecteurs sur cette question humanitaire extrêmement importante et sensible et en évaluant le moyen le plus efficace de contribuer à la recherche d'informations utiles auprès d'un large éventail de sources potentielles.

Il va sans dire que je suis heureux que 100 000 livres, thèses universitaires et autres objets appartenant au Koweït aient été retrouvés et rassemblés ces derniers mois. La MANUI a recommandé que les

deux comités chargés des biens disparus se réunissent prochainement et que l'Iraq saisisse cette occasion pour rendre les biens koweïtiens. Je suis convaincu que les deux comités doivent se réunir plus régulièrement afin non seulement de renforcer la compréhension et l'empathie entre les deux parties, mais également de définir des moyens pratiques de réaliser une percée sur de la question des archives nationales.

S'agissant de la question des archives nationales, je suis déçu qu'aucune piste n'ait été trouvée jusque-là. La MANUI travaille en coopération très étroite avec le Gouvernement iraquien pour évaluer les dispositifs existants en matière d'archives.

Alors que l'Iraq terminera de verser les indemnités dues au Koweït en 2015, je serais très heureux de pouvoir annoncer que des progrès ont été faits pour ce qui est de la question des nationaux koweïtiens disparus et des biens koweïtiens disparus. Je suis convaincu que l'Iraq le souhaite tout autant que le Koweït. Au nom de la MANUI, je tiens à assurer le Conseil que nous ferons tout notre possible à cette fin. Je suis plus que jamais convaincu que la question humanitaire non réglée des nationaux koweïtiens disparus et des biens disparus, notamment les archives nationales, doit être définitivement réglée sans plus tarder afin que les deux pays puissent tourner la page une fois pour toutes.

Avec l'appui des États Membres, la MANUI continuera d'aider le peuple et le Gouvernement irakiens à exécuter le mandat de la Mission. Je remercie le Gouvernement et le peuple irakiens pour leur coopération. Je remercie en particulier les membres de notre personnel, local et international, ainsi que le Secrétariat, pour leur dévouement, sans lequel notre mission serait impossible. Je tiens également à ce qu'il soit pris acte de ma profonde gratitude envers le Conseil de sécurité pour son appui soutenu.

**La Présidente :** Je remercie M. Mladenov pour son exposé.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Iraq.

**M. Alhakim (Iraq) (*parle en arabe*) :** Je voudrais tout d'abord féliciter le Luxembourg pour son accession à la présidence du Conseil ce mois, ainsi que pour ses efforts considérables et l'excellente organisation des travaux pendant un mois chargé d'activités, un exemple du rôle efficace que les États membres non permanents peuvent jouer au Conseil. Je suis également heureux de

remercier M. Nikolay Mladenov, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), pour son exposé qui a mis l'accent sur les efforts faits par son équipe pour atteindre les objectifs fixés dans le mandat de la Mission afin d'appuyer l'Iraq durant cette phase délicate.

Comme il est indiqué dans le dernier rapport présenté par le Secrétaire général au Conseil (S/2014/190), nos citoyens souffrent depuis des mois, dans la province d'Anbar, d'attaques brutales menées par l'organisation de l'État islamique en Iraq et au Levant affiliée à l'organisation terroriste d'Al-Qaïda qui s'est infiltrée à Ramadi et à Fallouja et y a causé des dégâts, commis des actes de banditisme, terrorisé les citoyens et perpétré des massacres de civils. Les forces armées irakiennes, en coopération et en coordination avec les membres des tribus et de la police locales, se sont opposés aux terroristes, leur ont barré la route, les ont expulsés et ont repris le contrôle de la plupart des zones en dehors des villes dans lesquelles se trouvaient les terroristes.

Les forces irakiennes se sont abstenues de provoquer des affrontements militaires dans la ville de Fallouja pour préserver la vie des civils et ont encerclé la ville pour empêcher les terroristes de s'enfuir, aidées en cela par les autorités locales afin de limiter les pertes civiles et de respecter le droit international humanitaire. Au même moment, le Gouvernement iraquien, avec la participation de la MANUI a apporté de l'aide aux citoyens touchés dans la province d'Anbar, qui avaient fui les zones prises pour cible par les organisations terroristes et les ont aidé à retourner dans leurs foyers tout en faisant avancer les opérations menées à Anbar.

L'expérience amère de ces dernières années nous a appris que la seule intervention militaire ne réussira pas à venir à bout du terrorisme et encore moins à remédier aux dissensions confessionnelles, ethniques et locales qu'exploite l'extrémisme armé violent. C'est pourquoi nous nous employons à éliminer les causes du mécontentement et du ressentiment dont se nourrissent les terroristes. À cet effet, l'Iraq mène une stratégie globale et multidimensionnelle pour assurer une gouvernance constitutionnelle intégrant toutes les composantes de la société et le développement économique. Ces derniers mois, un ensemble de mesures économiques d'un montant d'un milliard de dollars a ainsi été consacré à la reconstruction et au développement de la province d'Anbar.

Ces dernières années, l'Iraq a dû faire face à des attaques féroces et de grande ampleur de la part des organisations terroristes, dont le but est de faire échouer le processus politique iraquien et ses institutions en tuant au hasard des membres de tous les groupes confessionnels et composantes de l'Iraq. Le terrorisme ne connaît en effet pas de frontières et se propagera s'il n'est pas vaincu. L'Iraq a accueilli, au milieu de ce mois, des représentants de 50 États et d'organisations qui ont participé à la première conférence internationale de Bagdad sur la lutte contre le terrorisme en vue d'éliminer ce fléau dont souffre considérablement l'Iraq, en mobilisant tous les moyens disponibles. Le Premier Ministre Nuri al-Maliki a déclaré dans le cadre de cette conférence que l'Iraq avait mis en garde à maintes reprises contre la propagation de l'extrémisme et du terrorisme et que leur maintien en Iraq et en Syrie conduira à sa propagation aux niveaux régional et mondial. En effet, le terrorisme ne connaît pas de frontières et aucun État n'est à l'abri des risques qu'il pose. Il a appelé la communauté internationale à coopérer pour le combattre. À cet égard, nous remercions le Conseil de sécurité d'appuyer, dans sa dernière déclaration présidentielle consacrée à la situation concernant l'Iraq (S/PRST/2014/1), les efforts déployés par le Gouvernement iraquien pour lutter contre le terrorisme.

Nous remercions également la chef de la délégation de l'Union européenne en Iraq, M<sup>me</sup> Jana Hybášková, qui a indiqué dans la déclaration qu'elle a faite à l'ouverture de la Conférence internationale de Bagdad sur la lutte contre le terrorisme que les 28 États qui composent l'Union européenne appuient les efforts actuels de l'Iraq en matière de lutte antiterroriste. Elle a appelé les États à s'entraider et à prendre des mesures rapides et dissuasives, y compris la coordination entre les États de la région aux niveaux de la sécurité et des renseignements pour démanteler les réseaux terroristes. Elle a également appelé à travailler ensemble pour assécher les sources financières du terrorisme, imposer des sanctions, et interdire les activités prônant des idées terroristes. Nous luttons contre le terrorisme au nom du Conseil et nous lui demandons donc de nous apporter son aide constructive et soutenue pour prévenir sa propagation et en venir à bout.

Il y a trois ans, nous avons dit que le non-règlement du conflit en Syrie aboutira à la propagation des activités des organisations terroristes dans la région. Il a bel et bien atteint l'Iraq et d'autres pays voisins, et il continuait de se propager pendant que la deuxième

Conférence de Genève sur la Syrie échouait. De cette tribune, nous répétons qu'il faut trouver d'urgence une solution politique à ce qui est devenu, comme en témoignent tous les observateurs, la pire tragédie de ce siècle.

Malgré les difficultés en matière de sécurité auxquelles l'Iraq est confrontée et la situation humanitaire difficile à Anbar, nous accueillons actuellement plus de 250 000 ressortissants syriens. C'est pourquoi nous voudrions lancer un appel au Conseil de sécurité afin qu'il punisse les États qui autorisent la mobilisation de combattants terroristes sur leur territoire et les incitent à aller dans d'autres pays lancer des guerres sales contre l'humanité, la stabilité et le développement.

Les difficultés en termes de sécurité et sur le plan humanitaire auxquelles l'Iraq a été confronté ne l'ont pas empêché de poursuivre sa route sur la voie de la démocratie. Toutes les forces politiques actives en Iraq soulignent qu'il importe de prendre part aux prochaines élections générales. De plus, la Haute Commission électorale indépendante travaille sans relâche pour s'assurer que les élections auront lieu à la date prévue, le 30 avril, et compte bien que ces élections soient libres, régulières et constitutionnelles, et se déroulent sous la surveillance d'observateurs internationaux, comme cela a été le cas pour les trois dernières élections.

De la même façon, et forts de notre ferme conviction quant au rôle important que peuvent jouer les femmes dans la prévention et le règlement des conflits, nous avons lancé, pour la période 2014-2018, un plan national de mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité. L'Iraq est ainsi devenu le premier pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à lancer un tel plan.

L'Iraq continue d'adopter une politique étrangère fondée sur les intérêts communs et la non-ingérence dans les affaires internes, ainsi que sur le respect du droit international et de ses obligations. Ces derniers mois, nous avons été en mesure de renforcer notre coopération avec le pays frère du Koweït à un niveau sans précédent. Nous avons signé de nombreuses conventions bilatérales, y compris en matière de protection des investissements et dans le domaine du tourisme. L'Iraq et le Koweït ont également déposé conjointement auprès du Secrétaire général un instrument sur l'administration du chenal de Khor Abdullah. L'Iraq continue de déployer des efforts inlassables pour trouver les dépouilles des disparus koweïtiens, ainsi que les archives nationales. Nous



sommes résolus à arriver à des résultats concrets sur ces deux questions.

Outre les succès enregistrés par l'Iraq dans le rétablissement des liens avec l'État du Koweït, nous avons également été en mesure de parvenir à un accord avec la République islamique d'Iran sur la délimitation des frontières terrestres et fluviales dans la région du Chatt al-Arab. Une fois cet accord formalisé, l'Iraq aura réglé toutes les questions frontalières avec les pays voisins, ce qui ouvrira des perspectives de développement et de coopération avec tous ces voisins dans tous les domaines. À cet égard, nous saluons la décision prise par la République islamique d'Iran d'accorder une amnistie à des centaines de ses ressortissants de l'organisation terroriste Mojahedin-e-Khalq qui se trouvent actuellement dans le camp Hurriya, près de Bagdad, et de les autoriser à rentrer en Iran. Nous appelons la communauté internationale à aider l'Iraq à transférer les autres membres de cette organisation terroriste dans

d'autres pays et à mettre fin à leur présence illégale en Iraq depuis plus de deux décennies.

Enfin, nous apprécions hautement les efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq pour conseiller et aider le Gouvernement iraquien, en particulier s'agissant du dialogue politique global entre les factions iraqiennes et dans le domaine de l'assistance technique afin de garantir la tenue d'élections parlementaires libres et régulières. Nous nous devons également de remercier M. Mladenov et son équipe pour leur dévouement. Nous leur souhaitons plein succès à l'avenir pour aider l'Iraq.

**La Présidente** : Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

*La séance est levée à 15 h 45.*